

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/89
12 septembre 2003

(03-4890)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

SRI LANKA

Déclaration distribuée par S. E. M. Sandresh Ravindra Karunanayake
Ministre du commerce et de la consommation

Pour commencer, je voudrais exprimer mes vifs remerciements au gouvernement mexicain pour l'excellente organisation de cette cinquième C

Du point de vue de Sri Lanka, l'ambitieux programme formulé dans le PDD garantira aux pays en développement une plus grande part de la croissance du commerce mondial, en rapport avec les besoins de leur développement économique. Pour atteindre cet objectif ambitieux, nous avons pris à Doha l'engagement:

- a) de réduire les obstacles au commerce des produits agricoles et d'améliorer sensiblement l'accès aux marchés;
- b) d'assurer un meilleur accès aux marchés pour les produits non agricoles;
- c) de libéraliser le secteur des services;
- d) de mettre en place un ensemble de règles équilibré;
- e) de rendre le traitement spécial et différencié plus efficace et plus précis et de traiter les questions de mise en œuvre;
- f) de trouver rapidement une solution au problème de la mise en œuvre, dans le domaine des ADPIC et de la santé publique, pour les Membres de l'OMC qui n'ont pas une capacité de production suffisante dans le secteur pharmaceutique.

Nous sommes vraiment satisfaits qu'après un processus de consultation long et compliqué, qui a duré près de deux ans, nous ayons pu trouver une solution en ce qui concerne la décision de Doha relative aux ADPIC et à la santé publique. Cette décision historique a déjà montré de façon très claire à la communauté mondiale que le système commercial mondial est capable de trouver des solutions à des questions humanitaires hautement sensibles comme celle-là. La décision établit un système assurant à des millions de personnes dans des pays en développement l'accès à la médecine à des conditions abordables.

Au cours de cet examen à mi-parcours que nous menons à Cancún, nous devons prendre des décisions et tracer des orientations politiques permettant d'atteindre ces objectifs. Comme le Directeur général du FMI l'a dit récemment dans une réunion de l'OMC, la Conférence ministérielle de Cancún doit être l'occasion de traduire les paroles en actes.

J'ai écouté beaucoup de mes collègues ces derniers jours et je sais qu'ils partagent la ferme volonté de réussir dans nos travaux. De toute évidence, il faudra beaucoup d'ingéniosité et un grand courage pour concilier les positions nombreuses et différentes qui ont été exprimées ici. Mais je crois qu'il est évident aussi que si l'on veut que le PDD devienne un cycle véritablement axé sur le développement, nous devons tous nous employer à réaliser des progrès ambitieux et de grande envergure dans tous les domaines clés: agriculture, articles manufacturés et services. Libéraliser le commerce de quelques produits seulement ou dans un seul domaine ne suffira pas. Oui vraiment, pour réaliser des progrès ambitieux et de grande envergure, nous devons tous avancer à grands pas, peut-être plus que beaucoup d'entre nous ne pourraient le souhaiter. Mais nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer dans nos travaux à Cancún.

Agriculture

Les négociations sur l'agriculture et l'accès aux marchés qui en résultera constituent la question la plus importante pour le développement dans le cadre du PDD. C'est la clé du succès du Cycle de Doha. D'après la Banque mondiale, 73 pour cent des pauvres dans le monde habitent dans les zones rurales et vivent de l'agriculture. Pour être véritablement axées sur le développement, les négociations devront avoir comme points cardinaux une amélioration généralisée des conditions

d'accès aux marchés pour les produits agricoles et une réduction sensible des mesures qui faussent les échanges commerciaux.

Sri Lanka est un pays importateur net de produits alimentaires, mais nous sommes aussi fortement tributaires de nos exportations agricoles de thé, de caoutchouc et d'autres produits de base. Nous avons de nombreux paysans pratiquant l'agriculture de subsistance qui luttent pour s'arracher à la pauvreté. Leur avenir économique dépend de ce que nous obtiendrons ici. Sri Lanka est ferme dans sa volonté de libéralisation de l'agriculture mais le défi redoutable auquel nous devons faire face est de trouver pour ce faire un moyen qui tienne compte des intérêts de toute notre population, particulièrement des plus pauvres. À ce sujet, nous estimons que le texte ministériel est une base sur laquelle nous appuyer pour faire avancer les négociations.

Comme beaucoup de pays en développement, nous demandons une flexibilité qui nous permette de désigner des produits spéciaux, et la création d'un mécanisme de sauvegarde spéciale en

Services

Les services sont à nos yeux l'infrastructure de l'économie du XXI^e siècle et le préalable du développement économique. La libéralisation des services, notamment des services d'infrastructure, comme les télécommunications, l'énergie, les services portuaires et financiers, contribuerait de manière significative à renforcer l'efficacité économique en améliorant la compétitivité du secteur des marchandises. C'est dans cette perspective de développement, et avec l'ambition de faire de Sri Lanka une plaque tournante des services en Asie du Sud, que nous abordons les négociations sur les services.

Dans ce contexte, ma délégation tient à déclarer que, soucieux de démontrer notre attachement au Programme de Doha pour le développement et aux négociations sur les services, nous avons présenté nos offres initiales il y a trois semaines. Il reste beaucoup à faire et nous entendons aller beaucoup plus loin.

Nous attendons aussi des pays développés qu'ils prennent des engagements importants en matière d'accès aux marchés selon le mode 4, concernant le déplacement temporaire d'un pays à l'autre de personnes physiques – professionnels ou ouvriers qualifiés, par exemple. On a estimé que si les pays développés réduisaient les restrictions visant la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée dans une proportion correspondant à 3 pour cent seulement de leur population active, la progression du bien-être mondial serait une fois et demie supérieure à ce qu'elle pourrait être du seul fait de la

insuffisante et le marché étroit, est fortement tributaire de l'investissement étranger pour atteindre ses objectifs de développement et est favorable à un accord multilatéral sur l'investissement. Les modalités proposées dans l'annexe portant sur cette question ont cependant besoin d'être améliorées et étoffées pour que nous soyons à même d'y souscrire.

L'interaction entre commerce et concurrence est une question complexe et ardue à propos de

Coopération technique et renforcement des capacités

Le thème de la coopération technique et du renforcement des capacités est sous-jacent à tous les éléments du Programme de Doha pour le développement. Nous sommes particulièrement sensibles au travail remarquable entrepris par le Directeur général depuis le lancement du Programme de Doha pour rendre effective la fourniture d'assistance technique. Nous soutenons la poursuite de programmes d'assistance technique fondés sur les demandes, qui non seulement conduisent à une meilleure compréhension des Accords de l'OMC, mais aussi renforcent les capacités d'analyse et de négociation des négociateurs des pays en développement pour leur permettre de